

# Les hauts fonctionnaires, des valets du politique ?

**MALAISE** Examens truqués, top manager illégalement nommé, flamandisation...

- ▶ Les patrons publics s'inquiètent des intentions de la suédoise.
- ▶ Et pointent les grands maux de l'administration.
- ▶ Sur la sellette, le top manager du Bureau de sélection réplique.

L'administration fédérale retient son souffle avant les premières foulées de la suédoise. Au sommet, les top managers s'interrogent sur la volonté du futur gouvernement d'instaurer le système américain en Belgique : le « spoil system » permettrait aux nouveaux ministres de la suédoise de nommer des nouveaux patrons de la Fonction publique à la solde du gouvernement pour renforcer le poids des politiques sur l'administration. Histoire de rééquilibrer les rapports de force politiques au sommet de l'administration.

Aujourd'hui, sur les quatorze patrons des services publics fédéraux, six sont socialistes, deux sont CDH, soit une majorité issue des partis de la future opposition. Une configuration embarrassante pour les responsables de la future suédoise qui craignent l'enlisement de leurs prochaines mesures politiques dans les dédales d'une administration hostile.

Mais ce ne sont pas les seuls

soucis des 60.000 fonctionnaires fédéraux. Ils s'inquiètent aussi de la politique de non-remplacement des agents partis à la retraite et de la compression des dépenses publiques. De la flamandisation de la haute administration. Et des pratiques peu orthodoxes de certains hauts fonctionnaires. Comme un certain Marc Van Hemelrijck qui, non content, depuis mai dernier, de présider *ad interim* le comité de direction du Service public fédéral (SPF) P&O (personnel et organisation), est aussi, depuis douze ans, le patron du Bureau de sélection fédéral, le Selor.

Sa nomination à la tête d'un deuxième SPF au prix d'une entourloupe administrative qui ouvre la voie à des contestations au Conseil d'Etat fait grincer les dents de nombre de ses pairs.

D'autant que Marc Van Hemelrijck est une personnalité-clef dans l'administration. Il est au cœur des processus de sélection des candidats aux hautes fonctions publiques, notamment en constituant les jurys et en y siégeant. C'est aussi l'ancien chef de cabinet du socialiste flamand (SPA) Luc Van den Bossche. Il fut son bras droit dans la mise en place de la grande réforme Copernic de la fonction publique. Une réforme ruineuse pour l'Etat qui est passée complètement à côté de ses objectifs majeurs : la

restauration de la confiance des citoyens dans leur fonction publique et la dépolitisation du sommet de l'administration.

Aujourd'hui, de nombreux fonctionnaires témoignent, sous l'anonymat, de cette politisation outrancière : les résultats des épreuves sont connus d'avance. Ils sont truqués. Les jurys sont composés par des hommes placés par les partis pour favoriser leurs candidats, qui à leur tour, viennent enrichir une caste de hauts fonctionnaires qui doivent allégeance à ceux qui les ont nommés. « *Au Selor, le droit ne s'applique pas depuis douze ans.*

*C'est une satrapie* », tranche un haut fonctionnaire ulcéré.

« *Comme le poisson, la fonction publique belge pourrit par la tête* », résume Michel Legrand, le président du Gerfa, le Groupe d'étude et de réforme de la fonction administrative : « *On avait promis d'objectiver les compétences des grands commis de l'Etat. Aujourd'hui, les hauts fonctionnaires sont pris sur base d'un simple entretien, sans vérifier s'ils seront en mesure d'assumer leurs fonctions. L'essentiel pour le politique, c'est d'y placer des hommes liges.* »

Le diagnostic est sans pitié. Mis en cause, Marc Van Hemelrijck a accepté de répondre à cette volée de critiques. Point par point. ■

**DIRK VANOVERBEKE**

## critiques « Comment voulez-vous truquer des épreuves de sélection ? »

### Sa nomination contestée

Le 25 avril dernier, le Moniteur belge publie son arrêté de nomination. Pour la troisième fois, Marc Van Hemelrijck rempile à la tête du bureau de sélection de l'administration fédérale (Selor) qu'il dirige depuis 2012. Le « hic », c'est que son supérieur hiérarchique, le patron du SPF P&O, Jacky Leroy, devait légalement avoir le dernier mot dans sa désignation. Or, il n'a même pas été convoqué. C'est le secrétaire d'Etat à la Fonction publique, le CD&V Hendrik Bogaert, qui a décidé, en solo, de le nommer. Il avait ses raisons : il craignait que Van Hemelrijck soit à nouveau recalé par Leroy : ce dernier lui avait décerné une évaluation défavorable quelques semaines plus tôt. Van Hemelrijck introduit un recours auprès d'une commission flamande de l'administration. Qui lui décerna la mention « très bon ». Du coup, il retrouve la tête de Selor et, dans la foulée – du jamais-vu dans l'histoire de l'administration – il devient aussi le top manager – ad interim – du SPF P&O pour remplacer Jacky Leroy, admis à la retraite le 1<sup>er</sup> mai dernier. En attendant, trois candidats sont dans les starting-blocks depuis quelques mois pour le remplacer. Fin avril, ils ont obtenu un A (très apte) à leur épreuve de sélection au Selor : par ordre d'excellence, Tom Auwers, ex-chef de cabinet de Luc Van den Bossche et actuel directeur général du SPF des Affaires sociales, Kurt Van Raemdonck, ex-chef de cabinet d'Inge Vervotte et actuel directeur chez P&O aux Finances et, enfin, Laura Szabo, directrice au SPF Intérieur et ex-membre du cabinet de Laurette Onkelinx. Légalement, pour rétablir l'équilibre linguistique des patrons publics (actuellement 8N/6F), la présidence du SPF P&O doit revenir à une franco-phone...

**Sa réponse :** « *Juridiquement, c'est vrai, Jacky Leroy était mon patron. Mais dans les faits, 40 % du fonctionnement de mon administration échappe à la compétence de la sienne chez P&O. Il existe une procédure de sélection. Il a fait une évaluation – la mienne – qui n'était pas bonne. Cet examen, c'était de la pure foutaise. J'ai donc introduit un recours. Et j'ai reçu lors de ma deuxième évaluation la mention "très bon". Je mets tout le monde au défi de prouver que Selor dysfonctionne. La procédure de sélection est terminée. Jacky Leroy n'a plus rien à dire. Il devait fonder son évaluation négative avec des arguments. Il a préféré ne pas le faire.* »

### Sa volonté de réformer sans mandat

On l'accuse de vouloir réformer son département de fond en comble. Il vient d'annoncer, lors de son speech de bienvenue, qu'il allait simplifier le statut des agents. Une décision qui ne peut être prise en affaires courantes.

**Sa réponse :** « *Je ne veux pas rénover mon nouveau département. Comme vous le dites, je n'ai pas de mandat pour le faire. Mais j'ai l'intention de remettre P&O sur les bons rails stratégiques : mon SPF doit être créatif et établir les grandes tendances de la Fonction publique, il doit être capable de prévoir et de réaliser les grands défis de société. J'ai donné à P&O une ambition qu'elle avait perdue. Ce SPF était devenu une boîte formaliste empêtrée dans le juri-disme. J'ai constaté son dysfonctionnement sous la présidence de Jacky Leroy. Oui, il y avait des frais de fonctionnement à hauteur de 200 à 300.000 euros à charge des crédits de la modernisation de la fonction publique fédérale utilisés en interne, pour payer des séminaires, des voyages à l'étranger ou des team buildings. C'est une faute. J'ai décidé de remettre les pendules à l'heure. Il n'y avait aucune gestion budgétaire et comptable chez P&O. Quand je prends un engagement, je l'assume entièrement pendant le temps où je suis intérimaire. Je n'outrepasse pas mes compétences.* »

## Ses fausses promesses de dépolitisation

Il avait promis, comme architecte de Copernic, de réaliser la dépolitisation de l'administration. Elle n'a pas eu lieu.

**Sa réponse :** « Copernic voulait dépolitiser et réduire les cabinets. Je l'ai fait pour le cabinet de Luc Van den Bossche. Et Guy Verhofstadt a fait de même en dégraissant son cabinet de Premier ministre. Mon ambition chez Selor, c'est de dépolitiser et de travailler sur les compétences des fonctionnaires. Ce qui se passe après, avec les nominations politiques, c'est autre chose. On ne va pas refaire l'histoire. Oui, c'est vrai, Copernic a coûté très cher. La facture des consultants extérieurs a été très élevée. Mais aujourd'hui, quinze ans après, l'administration ne fait plus appel à des experts du privé pour se réformer de l'intérieur. Grâce à Copernic, nous disposons désormais d'un personnel qui dispose des capacités de réflexion stratégique. Nous n'avions pas le choix à l'époque : nous ne disposons pas de ce know-how. Notamment parce que les anciens secrétaires généraux se sont opposés à la réforme et ont préféré prendre le maquis. Nous n'avions pas le choix. »

Le futur gouvernement rêve de hauts fonctionnaires à la solde de ses ministres. Comment un adversaire de la dépolitisation de l'administration envisage-t-il ce virage à 180° ?

**Sa réponse :** « Le système américain n'est qu'une des pistes évoquées à ce stade. Il y a deux façons de réaliser ce "spoils system". Soit on copie le scénario américain où le politique nomme une équipe autour du président et de son gouvernement selon ses propres critères. Soit on assortit au minimum ce scénario d'un "screening" des compétences des futurs hauts fonctionnaires. Au terme duquel la "short list" est constituée et transmise au ministre qui choisit alors son candidat. Cette sélection politique ne remet pas en cause les compétences du candidat qui ont été évaluées par un jury. Regardez sa composition : les seuls éléments politiques qui pourraient poser problème et influencer sur le résultat du candidat, ce sont les deux membres (sur huit) du jury qui sont des fonctionnaires dirigeants du même niveau que lui. Les autres membres du jury sont des patrons d'une grosse boîte, des professeurs d'université, des directeurs des ressources humaines du secteur privé : ils ne connaissent pas les candidats. Dans cette commission d'évaluation, il est procédé à une présélection sous la forme d'un assessment qui dure cinq heures : il n'y a que les meilleurs qui en sortent. Comment voulez-vous que l'on truque cela ? Mais oui, c'est vrai, il y a la "short list". En dernier recours, c'est le ministre qui choisit son candidat dans la liste. Les jurés doivent signer un code déontologique. Comment puis-je vous prouver l'objectivité des sélections ? Je n'ai rien à cacher. »

## Le top de l'administration loti de « créatures » politiques

Marc Van Hemelrijck lui-même est étiqueté SP.A.

**Sa réponse :**

« C'est vrai, j'ai été chef de cabinet d'un ministre socialiste flamand. Mais je n'ai jamais eu de carte SP.A. En revanche, j'ai pris, pendant quelque temps, une carte au VLD, il y a trente ans. Aujourd'hui, je suis un homme libre. Les top managers sont soumis à toutes les attaques politiques possibles. Isabelle Mazara est la dernière top manager qui vient d'être nommée cette année. Elle a travaillé dans les cabinets libéraux (Duquesne, Dewael, De Block). Elle pourrait être évaluée négativement comme tout autre top manager qui serait à la solde du politique. »

D.V.